



Conseil Municipal
Séance du 26 mai 2020

L'an deux mille vingt, le vingt-six mai, à 18 h 30, les membres du Conseil Municipal, élus le 15 mars 2020 légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la salle polyvalente sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Madame Stéphanie STEINMETZ, Monsieur Pierre BRÉMOND, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIÈRE, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Jean-François GERMON, Madame Maryline SOLEILHAC, Monsieur Pierre COURTOIS- - BOUTET, Madame Laëtitia BOURSIER, Monsieur David GAUTIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Monsieur Jérôme GUILLON, Madame Cléopâtre BIZOT-HURÉ, Monsieur Thierry PAILLAT, Madame Christine BODINEAU, Monsieur Ludovic SAINCOURT, Madame Nathalie COURTEAUX, Monsieur Corentin SOLEILHAC, Madame Sandra FUTO, Monsieur Thierry TRIGO.

Secrétaire de séance : Madame Christine ROYER

Afin de respecter les mesures gouvernementales mises en place, et conformément à l'ordonnance n°2020-562 du 13 mai 2020 la séance se tient sans public et les débats sont retransmis en direct sur internet

Délibération n° 1 : Election du maire

Monsieur Michel FRANÇOIS confie la présidence du conseil au doyen de l'assemblée

Vu le code général des collectivités territoriales,

Le président, donne lecture des articles L.2122-1, L.2122-4 et L.2122-7 du code général des collectivités territoriales.

L'article L.2122-1 dispose qu'« il y a, dans chaque commune, un maire et un ou plusieurs adjoints élus parmi les membres du conseil municipal ».

L'article L.2122-4 dispose que « le maire et les adjoints sont élus par le conseil municipal parmi ses membres, au scrutin secret ... ».

L'article L.2122-7 dispose que « le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ».

Le président demande alors s'il y a des candidat(e)s.

Les candidatures suivantes sont présentées :

- **Monsieur Michel FRANÇOIS**

Le président invite le conseil à procéder, au scrutin secret et à la majorité des suffrages, à l'élection du maire.

Premier tour de scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis dans l'urne son bulletin de vote.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après : 23

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 23

À déduire : bulletins blancs ou nuls : 1

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés : 22

Majorité absolue : 12

Ont obtenu :

– **Monsieur Michel FRANÇOIS a obtenu 22 voix**

Monsieur Michel FRANÇOIS ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé maire.

Il reprend la présidence de la séance.

L'ensemble des délibérations a été adopté à l'unanimité

Délibération n°2 – Détermination du nombre d'adjoints

Le maire rappelle que conformément à l'article L.2122-1 du code général des collectivités territoriales, il y a dans chaque commune un maire et un ou plusieurs adjoints ;

Le maire rappelle, par ailleurs, que conformément à l'article L.2122-2 du code général des collectivités territoriales, la détermination du nombre d'adjoints relève de la compétence du conseil municipal, sans que le nombre d'adjoints puisse excéder 30% de l'effectif légal dudit conseil.

Ce pourcentage donne pour la commune de DISSAY un effectif maximum de 6 adjoints.

Il vous est proposé la création de 4 postes d'adjoints.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité la création de 4 postes d'adjoints au maire.

Délibération n°3- Election des adjoints

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Le maire, après son élection et la détermination du nombre d'adjoints, donne lecture des articles L. 2122-1, L.2122-4 et L 2122-7-2 du code général des collectivités territoriales.

L'article L.2122-1 dispose qu'« il y a, dans chaque commune, un maire et un ou plusieurs adjoints élus parmi les membres du conseil municipal ».

L'article L.2122-4 dispose que « le maire et les adjoints sont élus par le conseil municipal parmi ses membres, au scrutin secret ... ».

L'article L.2122-7-2 dispose que « dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.
En cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu selon les règles prévues à l'article L. 2122-7 ».

Vu la délibération du conseil municipal fixant le nombre d'adjoints au maire à 4,

Le maire invite les membres du conseil municipal à procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection des 4 adjoints.

Après un appel à candidatures,

Liste proposée par Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire :

1^{er} adjoint : Pierre BRÉMOND
2^{ème} adjointe : Sophie SEGUIN
3^{ème} adjoint : Alain GALLOU-REMAUDIÈRE
4^{ème} adjointe : Stéphanie STEINMETZ

Il est alors procédé au déroulement du vote.

Premier tour de scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis dans l'urne son bulletin de vote.
Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 23
À déduire : bulletins blancs ou nuls : 0
Reste, pour le nombre de suffrages exprimés : 23
Majorité absolue : 12
Ont obtenu :
Liste 1 proposé par Monsieur le Maire ayant obtenue 23 voix.

La liste proposée par Monsieur le Maire, Michel FRANÇOIS, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés adjoints:

M. Pierre BRÉMOND	1 ^{er} adjoint au Maire
Mme Sophie SEGUIN	2 ^{ème} adjointe au Maire
M. Alain GALLOU-REMAUDIÈRE	3 ^{ème} adjoint au Maire
Mme Stéphanie STEINMETZ	4 ^{ème} adjointe au Maire

Lecture et remise de la charte de l' élu à chaque conseiller

Délibération n°4- Création des postes de conseillers délégués

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2121-18 qui permet au Maire de déléguer par arrêté une partie de ses fonctions aux adjoints et conseillers municipaux,

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux lois et responsabilités locales qui permet aux conseillers municipaux de recevoir des délégations de fonctions dès lors que chaque adjoint est titulaire d'une ou

plusieurs délégations,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité de créer 10 postes de conseillers municipaux délégués pour les domaines suivants :

- Personnel
- Tourisme, camping
- Commerce, artisanat, marchés
- Animation, fêtes, cérémonies
- Communication, citoyenneté
- Jeunesse
- Action sociale, aînés
- Développement durable, Agenda 21
- Espaces publics, voirie, réseaux
- Urbanisme, bâtiments

Délibération n°5 : Election des conseillères et conseillers délégués

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2121-18 qui permet au Maire de déléguer par arrêté une partie de ses fonctions aux adjoints et conseillers municipaux,

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux lois et responsabilités locales qui permet aux conseillers municipaux de recevoir des délégations de fonctions dès lors que chaque adjoint est titulaire d'une ou plusieurs délégations,

Vu la délibération créant 10 postes de conseillers municipaux délégués, Monsieur le Maire propose de nommer les conseillères et conseillers délégués suivants :

Domaines	Conseiller.e. délégué.e
- Personnel	Marie-Josèphe DELECROIX
- Tourisme, camping	Cléopâtre BIZOT-HURÉ
- Commerce, artisanat, marchés	David GAUTIER
- Animation, fêtes, cérémonies	Jean-Claude RICHARD
- Communication, citoyenneté	Corentin SOLEILHAC
- Jeunesse	Jean-François GERMON
- Action sociale, aînés	Christine ROYER
- Développement durable, Agenda 21	Maryline SOLEILHAC
- Espaces publics, voirie, réseaux	Ludovic SAINCOURT
- Urbanisme, bâtiments	Françoise DEBIN

Délibération n° 6- Délibération fixant le nombre de membres du Conseil d'Administration du Conseil Communal d'Action Sociale (CCAS)

Le maire rappelle que conformément à l'article R123-7 du code de l'action sociale et des familles, le conseil d'administration du centre communal d'action sociale est présidé par le maire. Il comprend en nombre égal, au maximum huit membres élus en son sein par le conseil municipal et huit membres nommés par le maire parmi les personnes non membres du conseil municipal mentionnées au quatrième alinéa de l'article L. 123-6 du code de l'action sociale et des familles (ce nombre ne peut être inférieur à 4 membres nommés et 4 membres élus, soit 8 membres).

Le nombre des membres du conseil d'administration est fixé par délibération du conseil municipal.

Il est proposé de fixer à 08 le nombre de membres du conseil d'administration.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents, de fixer à 08 le nombre de membres du conseil d'administration du CCAS.

Délibération n°7 - Délibération fixant le nombre de membres du Conseil d'Administration de la caisse des Écoles

Le maire rappelle que conformément à l'article R212-28 du code de l'éducation, le conseil d'administration de la caisse des écoles est présidé par le maire. Il comprend en sus l'inspecteur de l'Éducation nationale chargé de la circonscription ou son représentant, un membre désigné par le préfet, deux conseillers municipaux désignés par le conseil municipal, et le cas échéant des membres élus par les sociétaires réunis en assemblée générale.

Le conseil municipal peut, par délibération motivée, porter le nombre de ses représentants à un chiffre plus élevé, sans toutefois excéder le tiers des membres de l'assemblée municipale. Dans ce cas, les sociétaires peuvent désigner autant de représentants supplémentaires que le conseil municipal en désigne en plus de l'effectif normal (article R.212-26 du code de l'éducation).

Pour les caisses des écoles des communes associées mentionnées aux articles L.2113-14 et L.2113-17 à L.2113-20 du code général des collectivités territoriales, et les caisses des autres communes associées où le conseil municipal a décidé de faire application des articles L.2113-26 et L.2511-29 du code général des collectivités territoriales, le comité comprend, dans chacune de ces communes associées :

- des représentants de la commune (le maire délégué, président, et les membres du conseil consultatif ou de la commission consultative désignés par celui-ci) ;
- des membres élus par les sociétaires au scrutin uninominal à un tour, quel que soit le nombre de votants. Les candidats qui ont obtenu le plus de voix sont proclamés élus. La durée de leur mandat est fixée à trois ans. Ils sont rééligibles ;
- des membres de droit et des personnalités désignées.

Le nombre de membres de chacune des trois catégories prévues ci-dessus est égal au tiers du nombre des membres du conseil consultatif ou de la commission consultative sans toutefois pouvoir

excéder dix. Lorsque ce tiers n'est pas un nombre entier, le nombre de membres est porté au nombre entier supérieur.

Il est proposé de fixer à 05 le nombre de membres du conseil d'administration.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents, de fixer à 05 le nombre de membres du conseil d'administration de la caisse des écoles.

D8- Désignation des représentants de la commune dans les différentes instances

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2121-22,
Considérant qu'il est nécessaire dans le cadre d'une bonne marche de l'administration municipale, suite à une nouvelle élection du maire et des adjoints, de procéder à la désignation aux différents syndicats et instances représentatives ou partenariales,
Considérant que la nomination des membres à ces instances doit intervenir selon le principe de représentation proportionnelle afin de préserver l'expression pluraliste des élus communaux,
Considérant qu'une seule liste a été déposée,

Sur le rapport de Monsieur le MAIRE et sa proposition,

Il est décidé de procéder à la désignation des membres siégeant dans les différentes instances

INSTANCES	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
CAO	Sophie SEGUIN Françoise DEBIN Jérôme GUILLON	Alain GALLOU-REMAUDIÈRE Sandra FUTO Thierry PAILLAT
CCAS	Sophie SEGUIN Jean-François GERMON Christine ROYER Nathalie COURTEAUX	
CAISSE DES ECOLES	Sophie SEGUIN Laëtitia BOURSIER	
CORESPONDANT DEFENSE	Thierry TRIGO	
DELEGUE SECURITÉ ROUTIERE	Thierry TRIGO	
CONSEIL PARTICIPATIF PUYGREMIER	Sophie SEGUIN Jérôme GUILLON Jean-François GERMON Laëtitia BOURSIER Cléopâtre BIZOT-HURÉ	
MULTI ACCUEIL KARABOUILLE	Jean-Claude RICHARD	
APPUI	Jean-Claude RICHARD	
CNAS	Marie-Josèphe DELECROIX	

EAUX DE VIENNE SIVEER	Françoise DEBIN Ludovic SAINCOURT	
AGENCE DES TERRITOIRES	Stéphanie STEINMETZ	
SMASP	Monsieur le Maire	Stéphanie STEINMETZ
SAGA	Cléopâtre BIZOT-HURÉ	
SIMER	Ludovic SAINCOURT	Thierry TRIGO
REPRESENTANT COMMISSION DE SECURITE	Françoise DEBIN	
Contrôle de la régularité des listes électorales	Thierry TRIGO	

Délibération n°9 - Création et composition des commissions municipales

Le maire rappelle que conformément à l'article L2121-22 du CGCT, « le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'examiner les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent

Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer ou les présider si le Maire est absent ou empêché.

Dans les communes de 1000 habitants, la composition de ces commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux adjudicateurs, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Les membres sont désignés par vote à bulletin secret (art L2121-21 du CGCT). Toutefois, le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations (même article)

Il vous est proposé de créer huit commissions, chargées respectivement des attributions suivantes :

COMMISSIONS	ATTRIBUTIONS
Urbanisme et Cadre de vie	Espaces publics, travaux, voirie, réseaux, bâtiments, sécurité, accessibilité, habitat
Education, Jeunesse et Solidarités	Politique enfance-jeunesse, scolaire, services périscolaire et extrascolaire, CCE, action sociale, aînés
Vie associative, Culture et Animation	Politiques culturelle et sportive, animations, fêtes et cérémonies, associations, citoyenneté, information et communication
Activité économique et Tourisme	Implantation d'activités, commerce communal et artisanat local, camping, marché et animations, politique de développement touristique
Environnement et Biodiversité	Espaces verts, agricoles, boisés et naturels, Trame verte- trame bleue, transition énergétique, réseaux hydrauliques,
Finances/ Budget	Budgets, fiscalité, tarifs des services à la population, emprunts, travaux
Personnel	Organisation interne, carrières, rémunérations
Agenda 21, Développement durable	Développement des actions et pratiques éco-citoyennes et écoresponsables, projets transversaux

Il est proposé que chaque commission soit composée au minimum de 06 membres du conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le conseil décide :

De créer huit commissions municipales, à savoir :

- Education, Jeunesse et solidarités
- Environnement et Biodiversité
- Urbanisme et Cadre de vie
- Vie associative, Culture et Animation
- Activité économique et Tourisme
- Agenda 21, Développement durable
- Finances, Budget
- Personnel

Après appel à candidatures, considérant la présence d'une seule liste pour chacune des commissions et en conformité avec les dispositions du code, notamment de l'article L2121-21 du CGCT, le conseil municipal, après avoir décidé à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret, arrête la composition des commissions de la façon suivante :

COMMISSIONS	MEMBRES
Urbanisme et Cadre de vie	Stéphanie STEINMETZ Ludovic SAINCOURT Françoise DEBIN Sandra FUTO Christine ROYER Thierry PAILLAT Alain GALLOU-REMAUDIÈRE Thierry TRIGO
Education, Jeunesse et Solidarités	Sophie SEGUIN Jean-François GERMON Christine ROYER Laëtitia BOURSIER Nathalie COURTEAUX Jean-Claude RICHARD Jérôme GUILLON Pierre COURTOIS-BOUTET
Vie associative, Culture et Animation	Pierre BRÉMOND - GIC Jean-Claude RICHARD Corentin SOLEILHAC- GIC Cléopâtre BIZOT-HURÉ -GC Laëtitia BOURSIER- GC Nathalie COURTEAUX- GC Sophie SEGUIN - GC Pierre COURTOIS-BOUTET- GC Jean-François GERMON- GC Jérôme GUILLON - GIC
Activité économique et Tourisme	Michel FRANÇOIS Cléopâtre BIZOT-HURÉ David GAUTIER Christine BODINEAU Françoise DEBIN Sandra FUTO Ludovic SAINCOURT Jean-Claude RICHARD
Environnement et Biodiversité	Alain GALLOU-REMAUDIÈRE Maryline SOLEILHAC Christine BODINEAU Thierry TRIGO Corentin SOLEILHAC Thierry PAILLAT
Finances/ Budget	Michel FRANÇOIS Pierre BRÉMOND Sophie SEGUIN Alain GALLOU-REMAUDIERE Stéphanie STEINMETZ Sandra FUTO Jérôme GUILLON Jean-Claude RICHARD Jean-François GERMON Françoise DEBIN

Personnel	Michel FRANÇOIS Marie-Josèphe DELECROIX Sophie SEGUIN Pierre BRÉMOND Christine ROYER David GAUTIER Jean-Claude RICHARD
Agenda 21, Développement durable	Alain GALLOU-REMAUDIÈRE Maryline SOLEILHAC Christine BODINEAU Stéphanie STEINMETZ Christine ROYER Marie-Josèphe DELECROIX

Délibération n°10 – Indemnités du maire, des adjoints et des conseillers délégués

Le maire rappelle que conformément à l'article L.2123-17 du code général des collectivités territoriales, les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal sont gratuites.

Cependant, des indemnités peuvent leur être octroyées en application des articles L.2123-20 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Le maire précise qu'en application de l'article L.2123-20 du code général des collectivités territoriales, « les indemnités allouées au titre de l'exercice des fonctions de maires et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoints au maire des communes, de conseiller municipal des communes sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ».

Par ailleurs, en application de l'article L2123-20-1 du code général des collectivités territoriales, « les indemnités de ses membres à l'exception de l'indemnité du maire sont fixées par délibération. Celle-ci intervient dans les trois mois suivant l'installation du conseil municipal ».

Ce même article précise en outre que « toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'où plusieurs membres, à l'exception du maire, est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux autres membres du conseil »

Enfin l'article L2123-23 indique que « les maires.... perçoivent une indemnité de fonction fixée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L 2123-20.

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2123-20 à L.2123-24-1,

Vu la délibération du conseil municipal fixant le nombre d'adjoints au maire à 4,

Vu la délibération du conseil municipal du 26/05/2020 fixant le nombre de conseillers délégués à 10,

Considérant que les articles L.2123-23 et L.2123-24 du code général des collectivités territoriales fixent des indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maire et d'adjoints par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique et en appliquant à cet indice les barèmes suivants :

Population	Maires	Adjoints
Moins de 500 h	25.5%	9.9%
De 500 à 999 h	40.3%	10.7%
De 1 000 à 3 499 h	51.6%	19.8%
De 3 500 à 9 999 h	55%	22%
De 10 000 à 19 999 h	65%	27,5%
De 20 000 à 49 999 h	90%	33%
De 50 000 à 99 999 h	110%	44%
De 100 000 à 200 000 h	145%	66%

Considérant que la commune dispose de 4 adjoints,

Considérant que la commune dispose de 10 conseillers délégués

Considérant que la commune compte 3133 habitants

Considérant qu'il y a lieu de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées au maire, aux adjoints et aux conseillers délégués,

Après en avoir délibéré, le conseil

DÉCIDE

Article 1er -

À compter du 26 mai 2020, le montant des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers délégués est, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux par les articles L.2123-20 et suivants, fixé aux taux suivants :

Maire	38.56 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
Adjoints	15.94 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
Conseillers délégués	2.83 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

Article 2 -

L'ensemble de ces indemnités ne dépasse pas l'enveloppe globale prévue aux articles L. 2123-22 à L. 2123-24 du code général des collectivités territoriales.

Article 3-

Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice et payées mensuellement.

Article 4 -

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

Article 5-

Un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal est annexé à la présente délibération.

**ANNEXE- TABLEAU RECAPITULATIF DES INDEMNITES DES ELUS DE LA COMMUNE DE DISSAY A
COMPTER DU 26/05/2020**

FONCTION	NOM	PRENOM	INDEMNITE BRUTE
Maire	FRANÇOIS	Michel	1500.00
1 ^{er} adjoint	BRÉMOND	Pierre	620.00
2 ^{ème} adjointe	SEGUIN	Sophie	620.00
3 ^{ème} adjoint	GALLOU-REMAUDIERE	Alain	620.00
4 ^{ème} adjointe	STEINMETZ	Stéphanie	620.00
Conseillère déléguée	DELECROIX	Marie-Josèphe	110.00
Conseillère déléguée	BIZO-HURÉ	Cléopâtre	110.00
Conseiller délégué	GAUTIER	David	110.00
Conseiller délégué	RICHARD	Jean-Claude	110.00
Conseiller délégué	SOLEILHAC	Corentin	110.00
Conseiller délégué	GERMON	Jean-François	110.00
Conseillère déléguée	ROYER	Christine	110.00
Conseillère déléguée	SOLEILHAC	Maryline	110.00
Conseiller délégué	SAINCOURT	Ludovic	110.00
Conseillère déléguée	DEBIN	Françoise	110.00

Délibération n°11 Délégations du conseil au maire

Le maire rappelle que l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales donne au conseil municipal la possibilité de lui déléguer pour la durée de son mandat certaines attributions de cette assemblée. Il l'invite à examiner s'il convient de faire application de ce texte.

Le conseil, après avoir entendu le maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, à donner à Monsieur le maire les délégations prévues par l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

DÉCIDE à l'unanimité

Article 1er -

Monsieur le maire est chargé, par délégation du conseil municipal prise en application de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales et pour la durée de son mandat :

- 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous actes de délimitation des propriétés communales ;
- 2° De fixer, **dans la limite de 2 500 € par droit unitaire**, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
- 3° De procéder, **dans la limite de 500 000€**, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article [L. 1618-2](#) et au « a » de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- 4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, **dans la limite de 200 000 €** ;
- 5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, **quelque que soit le montant du préjudice** et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000€ pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000€ pour les communes de 50 000 habitants et plus ;
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux **dans la limite de 10 000€ par sinistre** ;
- 18° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article [L. 332-11-2](#) du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificatives pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base **d'un montant annuel maximum de 200 000€** ;
- 21° D'exercer, ou de déléguer, en application de l'article [L. 214-1-1](#) quel que soit le montant de la transaction, le droit de préemption défini par l'article [L. 214-1](#) du même code ;
- 22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux [articles L. 240-1 à L. 240-3](#) du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles ;
- 23° De prendre les décisions mentionnées aux articles [L. 523-4](#) et [L. 523-5](#) du code du patrimoine

relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

26° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions **dans la limite de 100 000€ par organisme.**

27° De procéder au dépôt de toutes demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28 ° d'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de [l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975](#) relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Article 2 :

Les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales.

Article 3 :

Autorise que la présente délégation soit exercée par le suppléant du Maire en cas d'empêchement de celui-ci

Article 4 :

Les décisions prises par le maire en vertu de l'article L2122-25 du CGCT sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal de l'exercice de cette délégation.

Le conseil peut toujours mettre fin à la délégation.

D12 Recrutement d'agents contractuels

(EN APPLICATION DE L'ARTICLE 3-1 DE LA LOI N° 84-53 DU 26/01/1984)

Le Conseil Municipal ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1 ;

Vu la Loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 (agents non titulaires de droit public)

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ;

Après délibération, le conseil :

- autorise Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles

Il sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

- De prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Délibération n°13 Demande de subvention dans le cadre du dispositif Activ 3

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil de solliciter une aide financière auprès du Département de la Vienne dans le cadre du dispositif Activ 3

Le montant de la subvention est de 40 500 € Ce montant permettra de couvrir les investissements destinés aux deux groupes scolaires.

Plan de financement :

Dépenses	Recettes
Travaux 54 299.21 €	- Activ 3 : 40 500.00 € - Commune : 13 799.21
54 299.21 €	54 299.21 €

Après délibération, le conseil est favorable à cette demande, adopte le plan de financement et autorise Monsieur le Maire à solliciter la subvention auprès du département de la Vienne.

Délibération n°14 –Demande de subvention auprès du FIPHFP

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil de solliciter une aide financière auprès du Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) pour un agent reconnu travailleur handicapé et pour lequel une étude de poste a été conduite par le service maintien dans l'emploi du Centre de Gestion de la Vienne.

Afin de faciliter l'accès à l'emploi de cet agent, il est proposé l'achat :

- D'une auto laveuse pour les grandes surfaces
- D'aspirateurs sur deux lieux pour éviter le transport
- D'un chariot de lavage avec bandeaux imprégnés.

Le coût total de l'investissement est de 6 180 € HT

Après délibération, le conseil est favorable à cette demande et autorise Monsieur le Maire à solliciter la subvention auprès du FIPHFP.

La séance est levée à 20 h 20

